



Dans cette très courte vidéo, Nicolas Tavernier, Président de l'ANPAPS s'exprime sans détours : l'existence des Écoles Steiner-Waldorf est aujourd'hui menacée par des attaques incessantes. Certains journalistes et une certaine presse, diffusent des amalgames et faux grossiers. Les méthodes invraisemblables mises en oeuvre par ces personnes et institutions violent les règles de déontologie journalistique les plus élémentaires.

Face à cette situation, il lance un appel pressant : **faites connaître l'ANPAPS et adhérez !** L'ANPAPS, qui produit une communication de grande qualité (<https://anpaps.org/>), est une association pour la promotion et l'avenir de la pédagogie Steiner-Waldorf. Sur [cette page](#) du site Soi-esprit, nous avons rassemblé des témoignages d'anciens élèves et d'enseignants, entre autres recueillis et réalisés de manière très professionnelle par l'ANPAPS.

L'ANPAPS rédige aussi d'excellents droits de réponse en réaction à certains articles de presse : <https://anpaps.org/droits-de-reponse/>

hnr_WzNPd8k

Le combat en vue de rétablir une image véridique de la pédagogie Steiner-Waldorf est toutefois inégal : d'un côté des moyens financiers importants sont mis en oeuvre pour dénigrer les écoles et la pédagogie sur base d'informations fausses^[1] ; de l'autre côté, des citoyens encore trop peu nombreux, disposent de moyens financiers très limités. L'appel de Nicolas Tavernier

répond dès lors à une nécessité. L'enjeu est on ne peut plus réel pour l'avenir de la pédagogie Waldorf-Steiner en France (et par le fait de ce que nous pourrions appeler "l'extension de la tâche d'huile du dénigrement", pour d'autres pays ou régions francophones par la suite).

Certes, il existe en France, tout comme dans beaucoup d'autres pays, des organismes qui peuvent utilement aider les citoyens lésés par des propos calomnieux. Par exemple, en Belgique, l'UNIA, le Centre interfédéral pour l'égalité des chances, fait un travail remarquable. [L'UNIA](#), peut épauler les citoyens, institutions et organisations victimes d'incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence. Elle peut aussi les épauler dans des cas de délits de presse. Nous pensons encore aussi au [CDJ](#), le Conseil de Déontologie Journalistique, qui peut être saisi en Belgique lorsque des dérives sont constatées dans la mise en oeuvre des règles de déontologie journalistique. Ces organismes, dont on trouve des équivalents dans tous les pays occidentaux, oeuvrent de manière très rigoureuse et professionnelle (en Belgique en tous les cas).

Toutefois, même avec l'appui de ces professionnels impartiaux et reconnus institutionnellement, le combat reste tout à fait inégal. Car même avec l'appui de ces organismes, il faut constater des faits, instruire des dossiers, les porter auprès des institutions clés, connaître certaines lois, communiquer régulièrement auprès du public, etc. De l'engagement et des moyens sont nécessaires.

Bref, vous l'aurez compris : si vous pensez que la liberté pédagogique est essentielle, et en particulier que l'existence de la pédagogie et des écoles Waldorf-Steiner a de la valeur, vous reconnaîtrez dans le contexte actuel l'importance de l'appel de Nicolas Tavernier.

Note :

[\[1\]](#) Il ne s'agit pas d'une rumeur. Un article daté du 28 novembre 2022 (<https://www.francesoir.fr/societe/onde-de-choc-au-sein-des-reseaux-du-fact-checking-que-se-derriere-disparition-fact-and-furious>) vient de révéler qu'une des principales officines de "fact checking", à savoir "Fact & Furious", qui servait de source d'information à de multiples journalistes et articles de presse, vient de fermer soudainement. On apprend dans cet article, parmi de nombreuses autres choses, que son directeur, Antoine Daoust, qui se présente comme "co-fondateur de Fact & Furious et engagé dans la lutte contre la désinformation, le complotisme et les dérives sectaires" "produisait (...) des articles sur commande de façon à ce qu'ils soient publiés sur le site de Fact & Furious puis relayés par les médias, qui présentaient erronément le site comme un «média indépendant»". Cette information (et beaucoup d'autres qui sont aussi ahurissantes et "qu'explosives") est révélée par la malheureuse ex-compagne d'Antoine Daoust, victime de violences conjugales et de menaces de mort.

Ses révélations montrent aussi qu'il existe des commanditaires derrière les publications de Fact & Furious.

Si le site Internet "Fact & Furious" a fermé soudainement, il demeure encore possible d'accéder aux pages archivées de ce site via des sites spécialisés (il existe des serveurs internet qui récoltent régulièrement toutes les pages Internet publiées sur quasi tous les sites Internet du monde. Lorsque ces derniers disparaissent, il demeure possible d'avoir accès aux pages archivées). Parmi ces pages, il y en a deux au moins qui traitent non pas directement de pédagogie, mais bien d'anthroposophie (le chargement est lent ; il faut patienter):

- <http://web.archive.org/web/20221123204414/https://factandfurious.com/enquetes/le-monde-de-lanthroposophie>
- <http://web.archive.org/web/20220227023824/https://factandfurious.com/enquetes/la-chaine-public-senat-a-t-elle-fait-la-promotion-de-lanthroposophie?amp>

Qui sont les commanditaires (et les financeurs) de ces articles ? C'est ce qu'il faudrait connaître pour pouvoir remonter à la source (Fact & Furious n'étant qu'un pion sur un échiquier. Il en est de même pour Perra) et montrer **pour quelles raisons, par qui et comment de fausses informations sont construites** de toute pièce pour affaiblir, voir éradiquer l'anthroposophie et/ou différents domaines d'application pratique qui en sont nés. Qui finance ? This is the question.